

INTERACTION

VOLUME 29, NO. 1 | OCTOBRE 2026

UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA FEO

Préparer le terrain pour un enseignement financé par les fonds publics



C'est un privilège pour moi d'écrire ma première chronique en tant que président de la FEO. Je commence par exprimer ma confiance dans ce que les enseignantes et les enseignants de l'Ontario peuvent accomplir ensemble.

Ces derniers temps, l'actualité est saturée de discussions sur les négociations collectives, un domaine qui relève exclusivement de la compétence des quatre filiales de la FEO et qui ne fait pas partie du mandat législatif de la FEO. Cette distinction est importante. Le rôle de la FEO est de contribuer à préparer le terrain, soit de plaider en faveur de politiques fondées sur la recherche et l'expérience, d'assurer une coordination des travaux

conjointes lorsque cela est approprié et utile, et d'amplifier la voix de la profession et de ses membres en y ajoutant une perspective provinciale. La FEO, en tant que fédération-cadre, est plus forte non pas lorsque ses quatre filiales se fondent en une seule, mais lorsque leurs quatre voix distinctes trouvent un terrain d'entente.

Cette position comprend un appel au réinvestissement dans l'éducation financée par les fonds publics. Le système d'éducation financé par les fonds publics de l'Ontario est en proie à une grave pénurie de ressources. Le Centre canadien de politiques alternatives estime que, depuis 2018-2019, le financement accuse un retard de 6,5 milliards de dollars par rapport à l'inflation et à la croissance des effectifs. L'éducation financée par les fonds publics n'est pas un robinet. Le gouvernement ne peut pas réduire le financement du système au compte-gouttes pendant des années, puis le réactiver et s'attendre à des miracles. Il faut du temps pour remplir la baignoire : pour recruter et fidéliser le personnel enseignant, reconstruire les structures d'accompagnement, rétablir les programmes et créer les conditions permettant aux élèves de s'épanouir. Pourtant, cette baignoire peut se

vider rapidement. Une société éduquée, c'est l'eau chaude dans laquelle nous vivons; lorsque le système est privé de ressources, cette eau se refroidit.

La privatisation arrive rarement en fanfare. Elle peut se présenter sous la forme d'un programme électoral ou d'un choix d'approvisionnement. Le nouveau programme de 750 \$ pour les fournitures de classe en est un excellent exemple. Un portail restreint, géré par Staples, sur lequel nos membres ont constaté des prix plus élevés, ne peut se substituer à un financement systémique adéquat et prévisible. Il s'agit d'une annonce d'appel d'offres, pas d'un plan systémique. L'UNESCO met en garde contre le fait qu'une éducation privée mal réglementée peut creuser le fossé entre riches et pauvres. Un système d'éducation solide, financé par les fonds publics, produit l'effet inverse : il comble les écarts et nous élève toutes et tous. Une éducation d'excellence ne peut être réservée à celles et ceux qui en ont les moyens; elle doit être accessible à tout le monde.

Une vision à long terme s'impose en matière de formation du personnel enseignant. Le passage à un programme de 12 mois peut réduire les obstacles, mais une préparation de qualité et une expérience pratique enrichissante doivent rester au cœur du programme. Par ailleurs, il faudrait mettre fin à l'octroi de certificats de qualification transitoires, qui autorisent les candidates et les candidats à exercer avant d'avoir achevé leur formation professionnelle.

La FEO continuera d'appuyer ses membres et de défendre l'éducation financée par les fonds publics, comme nous le faisons depuis 1944.

En solidarité,

Nathan

Nathan Core, Président

